

Non à la Sarko société

Fillon décrit « un Etat en faillite », mais son gouvernement a dépensé 15 milliards cet été pour des cadeaux aux riches patrimoines. Pour Sarkozy il y a trop de droits, trop de protection contre les licenciements, trop de sécurité sociale collective, trop de retraités, trop de services publics, trop de fonctionnaires. Ils veulent tout casser pour trouver de l'argent pour leurs amis actionnaires. Jamais nous n'avons eu un gouvernement autant à l'écoute des exigences patronales. La Sarkosociété, c'est la liberté de licencier, les assurances privées à la place de la sécurité sociale, le démantèlement des biens publics. Mais c'est aussi l'Etat répressif, qui fait des tests génétiques sur les étrangers, qui organise la chasse aux sans papiers, qui sanctionne et radie les chômeurs pour faire baisser les statistiques du chômage...



Avec le SMIC aujourd'hui, on ne peut pas vivre décemment. Nous revendiquons un SMIC net à 1500 euros et 300 euros d'augmentation pour les autres salaires. Droit à l'emploi pour tous.

Ils ne manquent pas d'air !

La France est "en faillite" mais les principaux actionnaires de EADS se sont octroyé une plus-value de 90 millions d'euros en vendant leurs titres, alors qu'ils avaient été mis au courant des « difficultés » à venir du groupe. C'est ce qu'on appelle un délit d'initiés, couvert alors par Breton le ministre de l'économie.

Sarkozy se montre bien discret. Il est vrai qu'un des principaux actionnaires visé n'est autre que son grand ami, Arnaud Lagardère... et un projet de loi de Rachida Dati vise à dépenaliser tous ces délits.

Il y a dans ce système un cynisme absolu : les mêmes qui nous expliquent qu'il faut se serrer la ceinture se remplissent les poches sans vergogne.

Non aux franchises médicales

Fillon va faire voter la loi de financement de la protection sociale, qui contient une mesure inadmissible :

Jusqu'à 50 euros par personne et par an de franchises médicales à payer dès janvier

* 50 centimes par boîte de médicament,

* 50 par acte para-médical,

* 2 euros pour les transports sanitaires.

Ces franchises s'ajoutent à :

1 euro par consultation, 18 euros pour les soins lourds, 16 euros de forfait hospitalier.

N'est-ce pas

Nicolas

Sarkozy qui

voulait

améliorer le

pouvoir

d'achat ?

L'assurance-

maladie n'a

pas vocation

à tout prendre

en charge ».

a-t-il affirmé :

c'est pourquoi

il fait appel aux assurances privées que

seuls les plus riches pourront payer.

Avec les franchises, c'est les malades qui paient parce qu'ils sont malades !

C'est la fin de l'égalité devant les soins, du principe même de la solidarité à la base de la sécu.



Défendons nos retraites !

Le gouvernement attaque les retraites. Suite aux cadeaux exorbitants, qu'ils ont accordés, droite comme gauche, aux entreprises ces 20 dernières années, les caisses de retraites sont en « déficit ». Mais pour le gouvernement, il n'est pas question de s'en prendre aux profits pour aller chercher l'argent manquant. Le coupable est tout trouvé : ce sont « les régimes spéciaux » qui ne représentent que 2% des actifs. 500.000 salariés qui en bénéficient seraient responsables des maux de ce pays ?

L'objectif du gouvernement est d'en finir une bonne fois pour toutes avec les 37,5 annuités de cotisations nécessaires aux cheminots, aux gaziers et électriciens pour partir en retraite. En voulant faire passer tout le monde à 40 ans, puis à 42 ans de cotisations, le gouvernement prépare en fait une autre attaque qui consistera à nous faire cotiser, tous, encore plus longtemps, pour des pensions plus petites et nous livrer aux fonds de pension ! Il veut nous diviser, pour mieux nous attaquer : c'est un piège. Ne nous laissons pas faire !



Retour aux 37,5 annuités dans le public, comme dans le privé !

Droit à la retraite à 60 ans maxi

Le 18 octobre aura lieu la première grève significative contre le gouvernement Sarkozy, depuis son élection. Celui-ci se croit tout permis, mais regardera cette journée avec crainte : il sait que c'est un premier test social. A l'origine initiée par les cheminots, cette grève du 18 octobre a été rejointe par de nombreux secteurs : EDF, GDF, RATP, La Poste, l'ANPE, des salariés de la Fonction Publique, dont l'Education Nationale et des entreprises du privé...

Déjà à la SNCF se discute la possibilité de reconduire la grève. Il faut chercher la convergence de toutes celles et tous ceux qui veulent se battre sur leurs revendications contre ce gouvernement de casse sociale.

- 0 Je souhaite prendre contact avec la LCR
- 0 Je souhaite recevoir gratuitement « Motivé-e-s » le mensuel de la LCR 34
- 0 je souhaite recevoir la lettre électronique hebdo

Nom, prénom :

Adresse :

tel :

Email :

LCR Contacts

LCR 34 14 rue du commerce

34000 Montpellier

email: lcr34@wanadoo.fr

consultez le blog de la LCR héraultaise
<http://www.radio-rouge.org/Herault/index.php/>